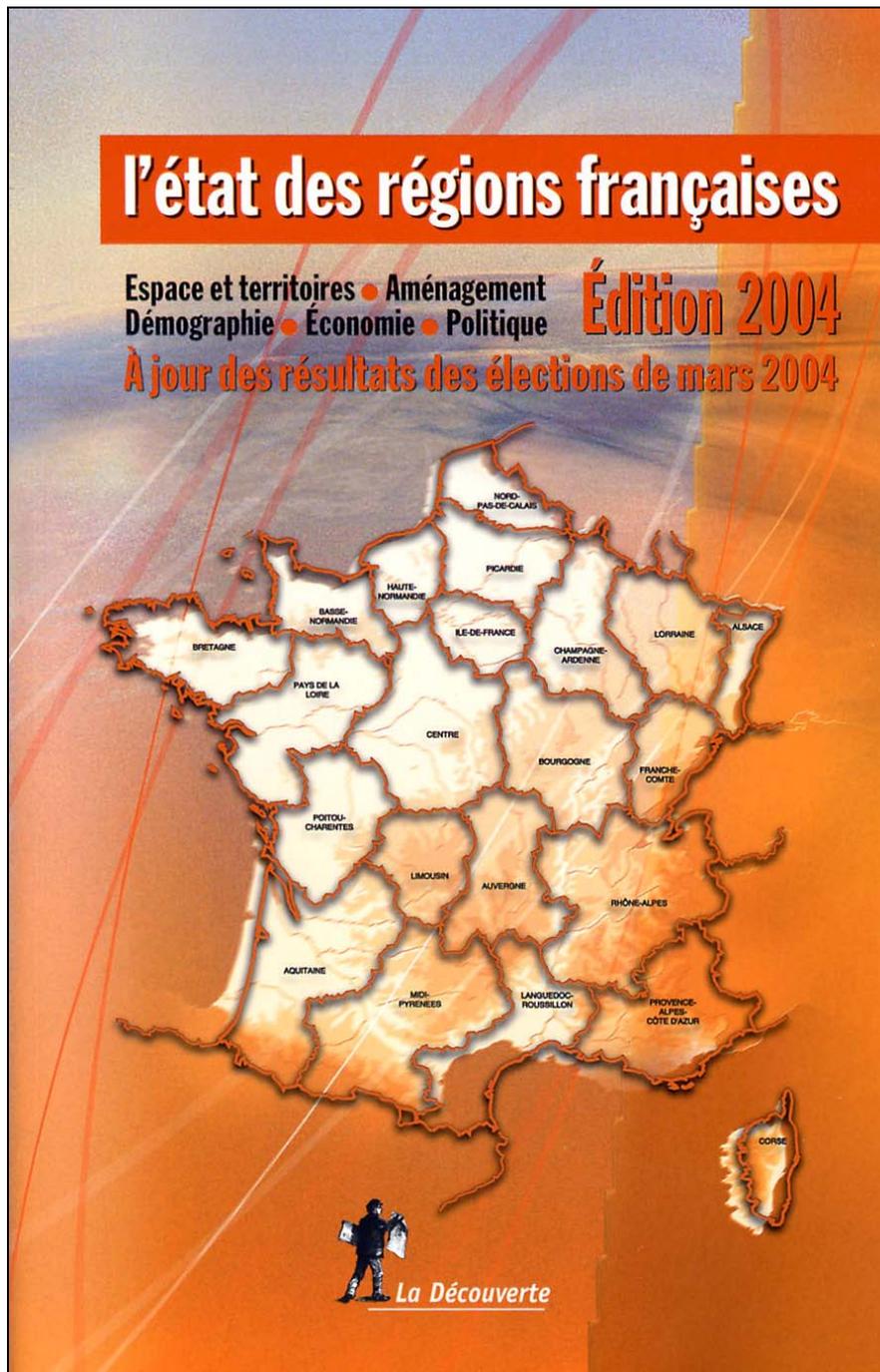


Extrait de :



## **Ile-de-France : Une « région mondiale » entre qualité de vie et contraintes**

*Daniel BEHAR*  
*Philippe ESTEBE*

En 2003, les analystes ont révélé que Paris avait, en dix ans, perdu 215 000 emplois, alors que l'Ile-de-France figurait comme l'une des régions françaises où la pauvreté avait le plus augmenté entre 1990 et 1999. Sur le plan international, les positions de la région n'apparaissaient plus aussi inattaquables qu'auparavant. Dans un classement mondial des universités réalisé par l'Université de Pékin et fondé sur le nombre de publications et de citations, la première université parisienne n'apparaissait qu'à la 64<sup>e</sup> place et au 17<sup>e</sup> rang des universités européennes ; si la productivité francilienne restait l'une des plus élevées du monde, elle était en régression.

Enfin, les décès liés à la canicule de l'été 2003 ont révélé un autre visage de l'Ile-de-France et de sa capitale : celui de la solitude des personnes âgées.

### ***Hémorragie d'emplois et d'actifs à Paris***

Ce malaise francilien a trouvé des échos dans un ensemble de tensions géopolitiques mettant face à face les obligations d'un territoire mondialisé et les demandes croissantes de ses habitants. A Paris, le débat s'est cristallisé sur la question de la densification : pour juguler l'hémorragie d'emplois et d'actifs, le maire de Paris Bertrand Delanoë (PS) a suggéré une relance de la construction de tours à Paris. Cette proposition a immédiatement suscité des protestations au sein de la population parisienne et de la majorité municipale. Elle s'opposait, à l'évidence, à la politique affichée jusqu'alors, dont l'un des fleurons était la réalisation de « quartiers verts » au sein de la capitale, dans lesquels la circulation était limitée, dans un souci écologique et pour assurer la tranquillité des riverains. La Ville de Paris s'est trouvée écartelée entre un programme électoral visant à « rendre Paris aux Parisiens » et les obligations de maintien du rang de capitale. Cette contradiction s'est répercutée sur la politique du logement : alors que la nouvelle majorité avait, en 2001, signé avec l'État un accord prévoyant la construction de 2 500 logements sociaux par an, elle a vite compris que le problème parisien était moins de loger les ménages précaires que d'offrir à ses classes moyennes la possibilité de rester *intra muros*. En effet, Paris n'« exporte » pas de ménages pauvres, mais, de plus en plus, ses classes moyennes. D'aucuns craignent qu'une capitale dans cette situation perde, à terme, sa substance.

Cependant, ces questions relatives à la densification et au logement pourraient trouver un début de solution dans l'émergence politique d'une agglomération centrale. L'année 2003 a vu l'affirmation de trois tendances. D'une part, la « petite couronne » (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine) sort de son morcellement : les communautés d'agglomération se structurent dans ses départements, mettant un terme à la « balkanisation » du territoire. D'autre part, des regroupements moins formels se constituent, comme l'Association des collectivités territoriales de l'Est parisien (ACTEP), à la fois lobby politique et territoire de projet, ou l'Association des communes du Val de Bièvre, autour du développement scientifique et technique. Enfin, les départements franciliens se sont affirmés comme

des opérateurs du développement territorial : la Seine-Saint-Denis avait ouvert la voie en réfléchissant à sa stratégie de développement; la création d'une agence de développement dans le Val-de-Marne, détenu par le Parti communiste, a confirmé cette tendance : les départements de la « petite couronne » entrent dans la compétition territoriale.

### ***Tensions entre Paris et la deuxième couronne***

Entre les progrès de l'intercommunalité, l'émergence des territoires de projet et l'affirmation des départements s'esquisse la structuration de l'agglomération centrale. La Ville de Paris a d'ailleurs tenté, à partir de 2001, d'améliorer ses relations avec les communes limitrophes : en 2003, la mairie de Paris a signé des conventions de coopération avec chacune de celles-ci. Mais les élus parisiens ont manifesté l'ambition d'aller plus loin, peut-être en suscitant la création d'une conférence métropolitaine regroupant les responsables des agglomérations et des départements de la « petite couronne ». On est encore loin d'une agglomération politique au cœur de l'Île-de-France, mais les contacts se nouent et, peut-être, l'idée prend forme.

Pour autant, l'antagonisme entre les fonctions mondiales et les demandes locales ne marque pas la seule agglomération centrale. L'abandon du projet de troisième aéroport parisien a relancé la polémique à propos de la plate-forme de Roissy, de nouveaux créneaux étant nécessaires pour faire face à l'augmentation prévisible du trafic. Les comités de riverains se sont réanimés, affichant leur refus de voir leur tranquillité troublée par une activité qui ne sert, selon eux, qu'à la centralité parisienne. Le gouvernement a dû renoncer à l'ouverture d'une nouvelle piste, renvoyant la gestion du trafic à un hypothétique « troisième réseau » appuyé sur les grands aéroports de province.

Les vieilles querelles entre Paris et sa banlieue se sont déplacées et étendues, opposant désormais l'agglomération centrale à la deuxième couronne francilienne (Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Essonne, Yvelines), pourtant largement alimentée par le desserrement du centre. D'une manière générale, un discours d'opposition antiparisien s'est structuré à l'échelle régionale, sans doute alimenté par les images renvoyées par la municipalité parisienne et par la presse, saturées par la figure du « bourgeois bohème » (bobo), vivant bien au cœur de l'agglomération et rejetant ses nuisances (aéroports, centres de tri, stations d'épuration...) vers la grande périphérie.

Le conseil régional a pour partie emprunté ce discours, considérant probablement qu'une part croissante de son électorat se situait en « grande couronne ». Alors que les deux majorités, municipale et régionale, concordaient en principe depuis la victoire de la gauche aux régionales de 1998 et aux municipales de 2001 à Paris, l'année 2003 a vu s'esquisser une sorte de pas de deux où la Région — dont le président, Jean-Paul Huchon, ne détenait plus la majorité — a tenté, parfois maladroitement, d'affirmer un rôle de rééquilibrage du territoire au profit de la deuxième couronne.

### ***Polémiques autour des transports***

Le débat s'est cristallisé sur le thème des transports. Il est vrai que la ville centre a élaboré un « plan de déplacements urbains » qui vise notamment à rendre l'accès à Paris plus difficile aux véhicules venus de l'extérieur, les Parisiens étant nettement moins motorisés que le reste des Franciliens. En dépit de projets d'axes rapides de transports en commun (dits « mobiliens ») reliant le centre à ses périphéries, Paris a été accusé de faire « cavalier seul », renvoyant encore une fois à la périphérie la charge de gérer les conséquences de son «

bien-être égoïste ». La Région a alors enfourché ce cheval de bataille à propos du projet de « tramway des maréchaux », porté par la Ville de Paris. Pendant de longs mois la Région a entretenu le suspense sur sa participation au financement, alimentant la chronique politique locale. Au final, la Région contribuerait au projet à hauteur de 115,6 millions €, mais les séquelles entre les deux collectivités étaient fortes. Elles l'étaient d'autant plus que le très actif porte-parole du gouvernement Raffarin et ancien maire de Meaux, Jean-François Coppé, candidat UMP à la présidence de la Région, avait fait de la question de l'équité territoriale à l'échelle régionale son principal thème de campagne. L'affaire du tramway des boulevards des maréchaux a été pour lui un banc d'essai. Selon lui, ce tramway enfermerait Paris et ne bénéficierait pas au reste de la région ; une fois élu, il « remettrait tout à plat » en consultant les Franciliens. Il a ajouté que son programme prévoyait une « carte orange » (forfait transport) à prix unique de 45 euros pour tous les habitants de l'Île-de-France (jusqu'alors, ceux qui payaient le plus étaient aussi les plus mal desservis).

L'opposition entre les « bobos » de l'agglomération centrale et les autres Franciliens apparaissait donc comme le point nodal de la campagne électorale. Le Front national, conduit par Marine Le Pen, enfonçait ce clou populiste antiparisien. Les socialistes se trouvaient eux aussi conduits à tenir ce discours à l'adresse des « Franciliens », qui suppose que la Région joue l'équilibre entre l'agglomération centrale et le reste du territoire. Cependant, les élections régionales ont confirmé l'ancrage à gauche de l'Île-de-France. Avec 49,15 % des suffrages, la liste de J.-P. Huchon, renouant avec la « gauche plurielle », a remporté 130 sièges, victoire lui permettant de sortir du régime précédent, fondé sur une absence de majorité conduisant à des blocages fréquents. La droite a régressé à 40,74 %, comme le FN dont le score a à peine dépassé 10 %.

Au premier tour, les socialistes avaient présenté des listes communes avec les Verts, le PRG et le MRC. Ils ont recueilli 31,95 % des suffrages. Les communistes, alliés à des militants associatifs et syndicaux, avaient préféré se compter, obtenant 7,20 %. À droite, la liste UMP de J.-F. Coppé n'a obtenu que 24,79 % des suffrages et la liste UDF d'André Santini 16,12 %. Le FN, avec 12,26 %, a vu ses attentes déçues, de même que l'extrême gauche LO-LCR (3,99 %).

Ce scrutin a confirmé le tournant pris par la capitale : Paris a voté majoritairement pour la liste de gauche, même le V<sup>e</sup> arrondissement, fief de Jean Tibéri, ancien maire de Paris. Enfin, provoquant la surprise, la Seine-et-Maine est passée à gauche. Cette convergence raffermie des majorités régionale et parisienne pourrait permettre à l'agglomération centrale de sortir de son isolement. C'est là l'un des enjeux majeurs pour l'Île-de-France : concilier les impératifs d'une région mondiale avec le souci de la qualité de vie quotidienne de ses habitants, et surtout dépasser l'opposition centre-périphérie qui caractérise depuis longtemps les politiques régionales. De la résolution de cette équation, dont les inconnues sont nombreuses, dépend, en large partie, le futur de la région.